

Canadian NATO
Parliamentary Association



Association parlementaire
canadienne de l'OTAN

**Rapport de la délégation parlementaire
canadienne
concernant sa participation à la Visite à Rome, Milan et
La Spezia, Italie de la Sous-commission sur les relations
économiques transatlantiques (ESCTER) et la Sous-
commission sur la sécurité énergétique et
environnementale (STCEES)**

**Association parlementaire canadienne de l'OTAN
(AP OTAN)**

**Rome, Milan et La Spezia, Italie
Du 19 au 23 octobre 2009**

Rapport

COLLEGE DE DEFENSE DE L'OTAN

La visite a débuté par des exposés au Collège de défense de l'OTAN (NDC) à Rome. Le lieutenant-colonel Mario Masdea, chef du Bureau des affaires publiques, présente brièvement l'histoire, la mission et la structure organisationnelle du Collège. Créé en 1951, le NDC a pour mission de préparer des officiers et des responsables civils sélectionnés à occuper d'importantes fonctions multinationales à l'OTAN ou en rapport avec l'Alliance et à mener des études et recherches universitaires en vue de soutenir les objectifs de l'Alliance. Les recherches et études effectuées au Collège se focalisent sur la dimension stratégique plutôt que tactique ou opérationnelle.

Dans son exposé, le docteur Karl-Heinz Kamp, qui dirige la Division de recherche, s'intéresse à l'élaboration du nouveau Concept stratégique de l'OTAN. Il souligne la nécessité d'un nouveau Concept en raison des importants changements qui affectent l'environnement stratégique. Ce nouveau Concept stratégique devra tenir compte des défis de la mondialisation, et du fait que de nombreuses menaces nouvelles s'avèrent mondiales par nature. Il devra relever le défi lié à la question des « body bags » (housses mortuaires) : l'OTAN doit expliquer à l'opinion publique pourquoi de dangereuses opérations doivent être menées, même lorsqu'elles mettent des vies en danger. Le nouveau Concept stratégique devra donc répondre non seulement aux préoccupations des décideurs politiques et des experts, mais également à celles de l'opinion publique en général. Qui plus est, il devra réévaluer les activités de l'Alliance dans le contexte de la récession économique et tenir compte de l'érosion des budgets de la défense au sein de l'Alliance. Enfin, il devra être le plus court possible et se focaliser uniquement sur les questions les plus importantes liées à l'identité de l'Alliance, à son efficacité, ainsi qu'à sa légitimité (l'OTAN est-elle autorisée à faire ce qu'elle veut faire ?).

En ce qui concerne les thèmes spécifiques, le nouveau Concept devra privilégier la dimension politique des relations transatlantiques. L'OTAN doit renforcer son rôle d'enceinte transatlantique véritable. Tout en reconnaissant l'existence de nouvelles menaces telles que le terrorisme ou l'instabilité régionale, le Concept devra veiller à ce que l'article 5 demeure au cœur des rouages de l'Alliance. Les relations avec la Russie conserveront une place importante, mais il faut éviter qu'elles divisent l'Alliance. Les nouveaux pays membres de l'OTAN continuent à considérer la Russie comme une menace et ils ont besoin d'être rassurés, même symboliquement, quant à l'existence de plans de circonstance pour leur défense – par exemple en cas d'attaques hypothétiques. L'OTAN devra également développer sa capacité à traiter les questions liées à la sécurité énergétique et au réchauffement climatique, mais l'Alliance doit clairement définir à quoi elle peut réellement parvenir dans ces domaines. Le docteur Kamp demande également à l'OTAN d'entamer un débat sérieux sur le rôle des armes nucléaires dans la stratégie de l'Alliance. Les armes nucléaires américaines déployées en Europe conservent-elles leur pertinence pour la sécurité collective ? L'orateur fait remarquer que la rédaction du nouveau Concept stratégique peut s'avérer aussi importante que le projet final. Ce document ne doit pas être considéré comme une

panacée, ni un substitut aux décisions difficiles que les parlements et les gouvernements nationaux devront prendre quant aux questions de sécurité.

Durant le débat, des membres de la délégation se demandent si une Alliance de vingt-huit pays peut fonctionner efficacement et développer une identité commune. Le docteur Kamp est d'avis qu'effectivement, l'Alliance est trop grande pour pouvoir un jour jouer le rôle d'une « gendarmerie de monde ». D'autre part, les Alliés partagent une notion commune : celle de « l'Occident », qui met un accent tout particulier sur la démocratie libérale, l'économie de marché et le pluralisme.

REUNION A L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (UNFAO)

Pour l'UNFAO la sécurité alimentaire est prioritaire et elle a récemment organisé des réunions sur la manière de satisfaire les exigences alimentaires de la planète à l'horizon 2050. Selon les estimations, aujourd'hui, 1,02 milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde et, bien que l'Afrique subsaharienne présente le pourcentage le plus élevé d'affamés, l'Asie et le Pacifique comptent, en chiffres absolus, davantage de mal nourris, soit 642 millions de personnes. L'on compte en outre 15 millions de personnes qui ont faim dans les pays développés et 53 millions en Amérique latine. Le nombre de mal nourris s'accroît rapidement depuis quelques années. Avant la crise actuelle, 850 millions de gens avaient faim dans le monde, chiffre considéré comme point de référence. Un accroissement considérable des investissements dans l'agriculture sera nécessaire pour redescendre à ce chiffre de 850 millions.

Les prix élevés constituent le facteur essentiel de la récente crise alimentaire.

La croissance économique mondiale entraîne des améliorations régulières de la sécurité alimentaire, mais d'importants changements structurels, dont l'urbanisation et l'importante modification des comportements alimentaires, jouent également un rôle. Il est également vrai que les prix des matières premières ont augmenté davantage que les prix alimentaires au détail, régis par une série d'autres facteurs. Ainsi, la hausse des prix alimentaires a-t-elle été moins forte pour les Américains et les Européens que pour la plupart des consommateurs des pays en développement.

On constate un recul à long terme des investissements agricoles depuis la révolution verte. Cette tendance a commencé à exercer une certaine pression sur les stocks céréaliers mondiaux. En 2005 et 2006, des conditions météorologiques difficiles et l'augmentation des prix énergétiques ont par ailleurs entraîné une hausse du coût des engrais et du transport de produits alimentaires. Parallèlement et en raison d'importantes subventions, l'industrie en plein essor des biocarburants commence à imprimer sa marque sur les prix des matières premières alimentaires, également affectés par la volatilité des taux de change. La crise financière mondiale a exacerbé ces tendances, avec le renchérissement du coût des capitaux, la diminution des échanges commerciaux, la réduction du nombre d'emplois et la baisse des revenus, sans oublier la multiplication des défauts de paiement. Tout cela contribue à accroître la faim dans le monde.

La sécurité alimentaire dépend des ressources, de la technologie et des rendements que peuvent atteindre les agriculteurs. L'accès à la nourriture est, bien entendu,

primordial, mais des coûts élevés peuvent l'entraver. L'augmentation des prix alimentaires réduit le pouvoir d'achat des plus pauvres. La santé et l'accès à l'eau sont également essentiels. Si les populations n'ont pas accès à l'eau potable, ils sont confrontés à des problèmes d'absorption des aliments.

L'impact des biocarburants sur les prix alimentaires est très difficile à déterminer ; les estimations varient considérablement. La Banque mondiale considère que les trois quarts des récentes augmentations de prix peuvent être attribués au détournement de produits alimentaires et sécuritaires au profit des biocarburants, tandis que le Conseil américain d'analyse économique (US Council of Economic Advisors) est d'avis que 3% seulement des augmentations de prix sont dus au marché des biocarburants. La plupart des autres estimations se situent dans une fourchette qui va de 25 à 40%.

C'est dans le monde en développement, où la population croît le plus vite, que la demande de produits alimentaires s'accroît le plus rapidement. L'expansion des zones urbaines est en outre plus rapide que celle des régions rurales, ce qui a également d'importantes implications en termes de sécurité alimentaire. A l'horizon 2070, l'accroissement de la demande pour les produits alimentaires atteindra 70%. Pour pouvoir satisfaire cette demande croissante, des niveaux plus élevés d'investissement dans la recherche et la production agricoles seront indispensables. Il est également essentiel de prendre conscience que les marges entraînées par l'augmentation des rendements sont beaucoup plus élevées dans le monde en développement que dans les pays développés. Or, dans un pays comme le Kenya, dont le potentiel agricole est considérable, la progression des rendements agricoles est nulle. Des investissements, des capitaux, une meilleure formation des agriculteurs, une amélioration des infrastructures et des changements organisationnels sont nécessaires pour promouvoir la production de manière significative. Des questions importantes se posent également quant à la manière d'introduire progressivement les changements. Aux stades précoces du développement, il est crucial d'affecter des fonds à la recherche, aux infrastructures et à l'éducation. A un stade intermédiaire, l'accent doit être mis sur le développement du marché, tandis qu'aux stades ultérieurs, la focalisation doit porter sur la valorisation, ainsi que sur la gestion des risques et de la qualité. Cela signifie que le rôle de l'État et du marché peut évoluer au fil du temps.

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) de l'UNFAO cherche à rassembler les dirigeants du monde pour traiter des questions de sécurité alimentaire. Ce Comité s'était mué en une institution relativement périphérique, mais la crise actuelle a renforcé son importance. Une série récente de réformes cherche à faire du CSA une plate forme centrale pour parvenir à la sécurité alimentaire mondiale et l'enceinte responsable de la coordination, aux niveaux nationaux et régionaux, des programmes de sécurité alimentaire.

Les questions liées à l'eau sont également débattues. Il est important de rappeler qu'il faut un litre d'eau pour produire une calorie de nourriture. La production alimentaire se singularise donc par une très forte intensité hydrique, tandis que le réchauffement climatique et l'accroissement de la population mondiale font peser une considérable pression sur les réserves d'eau. Une alimentation riche en viande entraîne une plus forte consommation d'eau que si elle privilégie les légumes. Or, tandis que des pays comme la Chine se développent, leur consommation en viande s'accroît de façon

proportionnelle, ce qui contribuera à aggraver la crise de l'eau. La production de biocarburants entre désormais également en concurrence pour l'eau, tandis que l'urbanisation et l'industrialisation entraînent souvent une dégradation de la qualité hydrique. Tous ces facteurs exigent des stratégies nouvelles et mondiales en vue d'assurer la préservation de l'eau et son utilisation d'une manière beaucoup plus efficace. La technologie devra faire partie de la solution et des efforts seront nécessaires pour créer des cultures à moindre intensité hydrique.

REUNION A L'UNIVERSITE BOCCONI

Située à Milan, Bocconi est une éminente université privée sans but lucratif. Elle a été la première université en Italie à délivrer une maîtrise ès sciences économiques. C'est sur le campus de cette prestigieuse université que la délégation a participé à un débat sur la crise financière mondiale dirigé par le professeur Franco Bruni.

La crise financière a commencé durant l'été 2007 et la crise des liquidités qui s'en est suivie a duré un an. Elle a éclaté aux États-Unis et s'est ensuite étendue au reste du monde industrialisé. Le problème trouvait son origine dans la crise des suppressions touchant le secteur des prêts hypothécaires américains. Ces actifs étant disséminés partout dans le monde, les conséquences ont donc été mondiales. La circulation des crédits a été brutalement freinée, privant ainsi l'économie mondiale d'une ressource vitale. Les pays qui ont le plus souffert sont ceux dont les échanges commerciaux étaient les plus importants. Les politiques nettement volontaristes menées par les gouvernements et les banques centrales ont contribué à restaurer la confiance et à améliorer les perspectives d'avenir. De l'avis général, la situation est actuellement en cours de stabilisation, bien qu'à un faible niveau. Dans ce contexte, le redressement de l'économie mondiale est attendu dans deux ans. Le taux de croissance des économies émergentes constituera un facteur critique de la reprise. Le professeur Bruni est toutefois d'avis que les perspectives ne sont peut-être pas aussi roses que le point de vue consensuel semble le suggérer.

Il existe deux interprétations au sens large de la crise. Selon la première, la crise serait le résultat d'une absence de supervision, tandis que selon la seconde, le problème aurait, fondamentalement, une origine macroéconomique. La théorie de l'absence de supervision laisse entendre que les marchés ont pris trop de risques et que les banques centrales n'ont pas été en mesure d'appréhender à quel point ces risques menaçaient l'économie. L'approche macroéconomique se focalise davantage sur les déséquilibres entre des États-Unis fortement endettés et présentant un déficit colossal d'une part, et une Asie « excessivement économe » d'autre part.

En fait, les taux d'intérêt sont très bas depuis longtemps, ce qui a entraîné un comportement fortement spéculatif. Le déficit américain coexistait avec un crédit bon marché, ce qui atténuait les pressions en faveur d'un ajustement. C'est ainsi que la bulle n'a cessé d'enfler. A un moment donné, la balance des paiements des États-Unis a atteint le niveau insoutenable de 6% du PIB. La Chine finançait la dette américaine, tout en ne dépensant qu'une très faible part de ses revenus. Cela a eu un profond impact sur les systèmes bancaires. Aux États-Unis, les politiciens désireux soutenir artificiellement le taux de croissance étaient fort peu enclins à modifier ces politiques. A de nombreux égards, la crise reflète donc, en partie, un échec politique général.

Face à l'absence de réglementations, cette situation a perduré beaucoup trop longtemps. L'Europe assume en la matière une très large part de responsabilité. En effet, l'euro constitue désormais une monnaie internationale, mais l'Europe ne possède toujours pas de réglementations bancaires communes. De nouvelles instances supranationales seraient nécessaires pour veiller à ce que la politique soit bien plus étroitement coordonnée. Un comité de stabilité financière rassemblant les principaux organismes de contrôle mondiaux a commencé à élaborer de nouvelles règles du jeu. Le FMI devrait assumer davantage de responsabilités au niveau de la planification macroéconomique. Le problème est que les politiciens sont réticents à se rallier à un ordre de réglementation qui soit davantage supranational. Ils n'aiment pas céder une partie de leur pouvoir, mais il se pourrait qu'ils n'aient pas le choix. Telles sont les vraies solutions aux problèmes auxquels nous sommes confrontés. Jusqu'à présent, l'on s'est attaqué uniquement aux symptômes, mais pas à la racine du mal. Ce point de vue est contesté par certains membres de la délégation, qui redoutent que la création d'organisations internationales sans obligation de rendre compte ne soit pas une solution.

Enfin, il est possible que les pays occidentaux soient allés trop loin en volant au secours des banques. Cette politique a gonflé les prix des actifs financiers et les banques réalisent des profits excessifs. Le cours des actions aussi grimpe trop vite, ce qui pourrait s'avérer intenable. Si le marché devait connaître un nouveau crash financier, la reprise se ferait longtemps attendre. Une reprise en forme de « W » n'est, dès lors, pas à exclure.

REUNION AU SENAT ITALIEN

Au Sénat italien, les membres de la délégation ont rencontré le sénateur Mario Baldassarri, qui considère que les perspectives économiques à court terme ne sont pas aussi prometteuses que certains l'estiment. Le chômage n'atteindra probablement son point culminant qu'en 2010, même si les PIB se redressent. L'économie chinoise reviendra sans doute à un taux de croissance de 9% et les États-Unis pourraient parvenir à une croissance de 2%, tandis que l'Europe demeurera à la traîne, avec une progression de seulement 1,5 à 2%. La crise n'est pas terminée pour autant, car aucun remède n'a été apporté aux causes profondes.

La crise a d'ailleurs éclaté dans l'économie réelle et non pas dans le seul univers financier. Il s'agit d'une crise liée à la surconsommation américaine et aux économies exagérées en Chine. L'actuel déficit des comptes courants américains avoisine les 6% du PIB, une situation absolument intenable. Cette dynamique suscite d'importantes questions quant à la gouvernance macroéconomique mondiale. Il faut des règles pour garantir la stabilité financière ; la monnaie chinoise doit pouvoir s'apprécier par rapport au billet vert. Compte tenu de la situation actuelle, il est difficile de procéder à de nouveaux ajustements macroéconomiques fondamentaux. Or, ces ajustements doivent être effectués dès que possible. Dans le cadre de ce processus, la Chine doit commencer à se focaliser sur son développement intérieur et réduire la priorité accordée aux exportations. Ses hinterlands doivent être développés, pour offrir une alternative à la gigantesque migration vers les villes côtières en cours depuis un certain temps. L'Europe devra s'exprimer de manière plus homogène, afin de défendre ses intérêts au cours de cette période de transformation. La gestion monétaire pose un

autre défi à l'Europe, car la limite des déficits nationaux imposée par le Traité de Maastricht s'avère un outil quelque peu émoussé. Le sénateur Baldasaari est par exemple d'avis que cette limite ne fait pas la différence entre investissement et consommation. Un accord « Maastricht 2 » pourrait être nécessaire et autoriser par exemple une plus grande souplesse budgétaire aux pays présentant un excédent des comptes courants.

L'Italie est confrontée à une série de défis économiques liés à son taux d'endettement spectaculaire résultant d'une tendance aux déficits publics. Elle bénéficie toutefois du taux d'épargne très élevé de ses citoyens, dont les économies contribuent à garantir la dette. Les consommateurs américains sont en revanche confrontés à des niveaux d'endettement personnel très élevés et ne sont pas en mesure de garantir la dette de l'État, financée par les épargnants asiatiques. La consommation des États-Unis est de 6% supérieure à la production nationale et le niveau des dépenses américaines est donc intenable au taux de taxation actuel. À terme, les États-Unis devront accroître leur taux d'épargne ou diminuer les impôts. S'ils sont tentés de réduire leurs dépenses de défense lors de ce processus, l'Europe subira des pressions pour consacrer davantage de fonds à la défense. En Europe, le niveau d'imposition atteint actuellement 45% environ des revenus, contre 35% aux États-Unis. L'Europe pourrait être contrainte de réduire les impôts et les États-Unis de les augmenter.

LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

Une très grande partie du personnel du Programme alimentaire mondial (PAM) travaille sur le terrain, souvent en des endroits très dangereux comme la Somalie ou l'Afghanistan. La réunion d'information à Rome se déroule peu après l'assassinat par des terroristes de cinq travailleurs du PAM présents sur le terrain à Islamabad, au Pakistan. Les membres de la délégation expriment leurs condoléances à Josette Sheeran, directrice exécutive du PAM des Nations unies, et à son personnel.

L'OTAN collabore étroitement avec le PAM en Somalie et en Afghanistan : elle y assure, dans une certaine mesure, la sécurité nécessaire à des opérations critiques de livraison de nourriture. L'OTAN escorte en outre les navires du PAM qui couvrent les besoins en nourriture de 3 millions de personnes pour la seule Somalie. Sans ces escortes, des millions de gens seraient confrontés à la famine. Le PAM doit chaque année accroître son budget de fonctionnement et prévoit d'être confronté à un manque de fonds dans les prochains mois.

Le PAM supervise quelque 150 navires affrétés pour acheminer de la nourriture vers différents ports. Il s'agit-là d'une opération logistique massive et le port de Djibouti est devenu une plaque tournante pour l'organisation. Celle-ci gère également un grand nombre de missions de transport aérien, dont des ponts aériens stratégiques vers des régions frappées par des catastrophes naturelles. Le transport routier engendre une autre série de défis logistiques. Le PAM assure la gestion de vastes dépôts de secours humanitaires, où du matériel est stocké à son intention, de même que pour d'autres organismes des Nations unies et pour des ONG.

Il est essentiel de souligner le lien entre la sécurité alimentaire et la paix en Afghanistan. Ce pays est très fragile et vulnérable aux conditions météorologiques. Il est enclavé et les importations y sont soumises à un certain nombre de contrôles. La

moitié des Afghans vit sous le seuil de pauvreté et nombre d'entre eux ne disposent pas d'un accès régulier à la nourriture. A l'heure actuelle, le PAM est la seule organisation humanitaire présente dans les 34 provinces afghanes, grâce à son réseau étendu de bureaux. Les dirigeants du PAM sont convaincus qu'un effort s'impose pour promouvoir la productivité de l'agriculture afghane et ils collaborent avec la UNFAO afin d'aider le pays dans ce domaine. L'année dernière, les récoltes ont été exceptionnelles en Afghanistan, mais beaucoup d'Afghans n'en ont pas profité.

Mme Sheeran déclare à la délégation que le terrorisme débute souvent là où les routes s'arrêtent et elle constate que 80% du personnel du PAM travaillent dans des régions dépourvues de voies de communication. Le PAM apporte un soutien aux gens là où aucune autre institution ne veut ou ne peut être présente. C'est ainsi, par exemple, que le PAM nourrit actuellement jusqu'à 10 millions de personnes au Pakistan, bien qu'il refuse de nourrir les combattants dans les régions où il opère. En Afghanistan, le PAM fournit de la nourriture à 40% environ de la population. En raison des récoltes record, le PAM est désormais en mesure d'acheter de la nourriture produite sur place pour la distribuer aux Afghans qui en ont besoin. Les États-Unis procèdent également à des achats au niveau local, ce qui constitue un excellent moyen d'accroître les revenus des agriculteurs et d'encourager la production.

INSTITUT EUROPEN DE RECHERCHES SPATIALES (ESRIN)

La délégation de l'AP-OTAN s'est également rendue à l'ESRIN, le centre pour l'Observation de la Terre et l'un des cinq centres spécialisés de l'Agence spatiale européenne (ESA) installés dans la ville de Frascati. Simonetta Cheli, chef du Bureau de coordination, Direction des programmes d'Observation de la Terre, présente brièvement l'ESA et l'ESRIN. Elle souligne que les activités de l'ESA sont essentiellement civiles, mais que l'Agence apporte également sa contribution à la gestion des crises et aux efforts de sécurité maritime. L'ESA a conçu et testé plus de 60 satellites. Elle est également impliquée dans des activités telles que l'observation de la Terre, la mise au point de Galileo (le système européen de positionnement au niveau mondial par satellite) ou dans le développement de lanceurs spatiaux et de systèmes de télécommunications. L'ESA offre les outils permettant à l'UE de mettre en œuvre sa politique spatiale. L'ESRIN accueille également l'équipe de projet qui gère le programme de développement du petit lanceur Vega.

L'ESA est une organisation intergouvernementale qui regroupe 18 États européens disposant d'une expertise dans le domaine spatial. L'objectif à terme consiste à impliquer tous les États membres de l'UE. Le siège de l'ESA se trouve à Paris. Les activités obligatoires de l'Agence sont financées par des contributions de tous ses États membres, calculées en fonction du PIB de chaque pays. L'ESA conduit en outre un certain nombre de programmes optionnels. Chaque État membre décide à quel programme optionnel il souhaite participer et le montant de sa contribution. Le budget de l'ESA pour 2009 était de 3,5 milliards d'euros.

Henri Laur, chef du Bureau de gestion des missions d'Observation de la Terre, explique que l'ESRIN est particulièrement fier de son satellite d'observation de la Terre ENVISAT, lancé en 2002, qui abrite des instruments optiques et des radars assurant l'observation et la surveillance en continu des terres, de l'atmosphère, des océans et

des calottes glaciaires à l'échelle du globe. Les données collectées par l'ESRIN servent à un certain nombre d'applications pratiques : c'est ainsi, par exemple, que les informations relatives au mouvement des glaces marines ou aux points névralgiques de pollution marine sont importantes pour calculer les itinéraires empruntés par les bateaux. Les données fournies par les satellites donnent également une idée des facteurs qui contribuent au réchauffement climatique. Les données ENVISAT sont utilisées par un certain nombre d'organisations, dont le Centre de recherche sous-marine de l'OTAN.

Certains autres satellites sont en préparation. Ils auront des missions plus spécifiques à remplir, par exemple mesurer l'épaisseur des glaces arctiques ou collecter des données sur la gravité terrestre. L'objectif des missions d'Observation de la Terre consiste à faciliter l'accès d'organisations scientifiques et autres aux données relatives à l'observation terrestre. La majeure partie de ces informations est fournie gratuitement.

Thomas Beer, coordinateur de la politique GMES, présente le programme de Surveillance globale pour l'environnement et la sécurité (GMES), qui marque l'entrée de l'ESA dans le domaine de la défense et de la sécurité. GMES présente trois composants : la recherche de données et le partage de services, la collecte de données sur site (mesures effectuées par des instruments embarqués sur des aéronefs, flottant sur les océans ou positionnés au sol) et le composant spatial. Ce dernier sera considérablement renforcé par le déploiement de cinq satellites Sentinel, qui fourniront une imagerie radar par tous temps, de jour comme de nuit, et optique haute résolution pour des services de surveillance terrestre, océanique et atmosphérique. Ces services offriront un large éventail d'avantages socio-économiques et fourniront aux décideurs politiques des informations sur lesquelles baser leurs décisions pour des questions liées à la gestion des ressources naturelles, à la sécurité alimentaire, à la biodiversité et aux prévisions relatives à la qualité de l'air. Les données GMES peuvent également servir à apporter un soutien en cas de crise humanitaire et pour des missions de secours, ainsi qu'à améliorer la sécurité maritime. Le projet GMES MARitime Security Service (MARISS) en particulier offre des services intégrés de surveillance pour la sécurité maritime dans différentes régions d'Europe. Il utilise les données satellites d'Observation de la Terre (OT) associées aux données d'observation sur site pour améliorer la prise de décisions relatives à la sécurité maritime. Ces services adoptent la forme de rapports de détection de navires (cartes) et de soutien au contrôle de l'immigration clandestine et des trafics illégaux. Qui plus est, le composant spatial de GMES est conçu pour contribuer au renforcement de la sécurité dans l'espace, en collectant des données sur les débris spatiaux et les satellites hors service en orbite autour de notre planète.

Gordon Campbell, du Département Science, Applications et Futures Technologies, Direction des programmes d'Observation de la Terre, présente plusieurs exemples concrets des activités GMES, telles que la détection d'importantes pertes de récoltes dans certaines régions confrontées à un risque de famine, l'aide à des organisations internationales pour déterminer les lieux les plus appropriés à des camps de réfugiés au Darfour (proches de ressources en eau et en nourriture), la localisation des sources de déversement de pétrole en mer, la détection des concentrations anormales de petites

embarcations susceptibles d'être utilisées pour le transport d'immigrants illégaux ou pour des activités malveillantes, etc.

Au cours du débat, Lord Jopling (Royaume-Uni) demande si le programme GMES peut être utilisé pour localiser les pirates qui opèrent au large des côtes somaliennes. M. Campbell répond que la surveillance des petites embarcations de pirates peut manquer d'efficacité, car les intentions de ces derniers ne peuvent souvent pas être identifiées avant qu'ils attaquent. La surveillance de vaisseaux-mères pirates pourrait, par ailleurs, s'avérer extrêmement utile pour des opérations de lutte contre la piraterie. Certains membres de la délégation posent également des questions sur la coopération entre l'ESA et l'OTAN. Les représentants de l'ESA déclarent que certains contacts existent, en particulier avec le Centre multinational interarmées de compétences en matière de puissance aérienne (JAPCC) et le Centre de recherche sous-marine de l'OTAN (NURC), mais que cette coopération n'en est encore qu'à ses débuts, car l'ESA ne s'est lancée que récemment dans des programmes liés au domaine de la défense et de la sécurité.

Sergio Vazzana, en charge de la planification des missions d'Observation de la Terre, présente les activités de l'ESA liées à la mise en œuvre de la Charte internationale « Espace et catastrophes majeures ». Plusieurs pays ont offert certains de leurs satellites et d'autres capacités associées à la Charte, afin de détecter et d'analyser des données, avant de les relayer à brève échéance vers les organismes concernés. La Charte se focalise sur les catastrophes naturelles et provoquées par l'homme, telles que les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, les inondations, les glissements de terrain et les déversements de pétrole en mer. Elle est activée une quarantaine de fois par an. C'est ainsi, par exemple, que lors des inondations de septembre 2002 en France, l'ESA a pu acquérir, analyser et relayer des données et dresser des cartes complexes appropriées en deux jours seulement. D'autre part, lors du naufrage du pétrolier Prestige en 2002, l'ESA a aidé à déterminer la dissémination de la nappe de pétrole, ce qui a permis aux structures responsables de réagir de façon adéquate.

ALENIA AERMACCHI – GROUPE FINMECCANICA

La délégation de l'AP-OTAN s'est également rendue au siège de la société leader de l'industrie italienne de l'aérospatiale et de la défense, Alenia Aermacchi, qui fait partie du Groupe Finmeccanica. Le président de la société Giorgio Brazzelli et le directeur général Carmelo Cosentino accueillent la délégation et présentent brièvement l'histoire et les objectifs de la société. Fondée en 1913, l'entreprise conçoit et développe ses aéronefs de manière autonome, en s'appuyant sur un personnel hautement qualifié et des technologies de pointe. Son revenu a atteint 274 millions d'euros en 2008. Elle compte près de 2 000 employés et est présente dans plus de 40 pays. Au cours de son histoire, Alenia Aermacchi a construit plus de 7 000 aéronefs, dont des hydravions, des chasseurs et des jets d'entraînement. La société se focalise actuellement sur son fleuron, le M-346 Master, seul biplace d'entraînement militaire avancé et de transformation opérationnelle actuellement disponible en Europe. Cet appareil, spécifiquement conçu pour former les pilotes de la nouvelle génération d'avions de combat, est bien adapté à chaque phase de l'entraînement avancé et pré-opérationnel. Il permet en outre de réduire le nombre d'heures de vol sur des appareils plus onéreux.

Le M-346 Master est désormais prêt pour le marché et la demande est très forte. Il s'avère concurrentiel en termes de prix, chose extrêmement importante dans un contexte de budgets de la défense en contraction. Alenia Aermacchi estime que le système d'entraînement M-346 représente un candidat sérieux à l'établissement de normes d'interopérabilité pour les opérations aériennes de l'OTAN.

La délégation a eu l'opportunité d'observer le M-346 en action et de visiter les chaînes de production et d'assemblage de l'appareil.

EXPO MILAN 2015

La candidature de Milan a été retenue pour l'organisation de l'Exposition universelle de 2015, qui aura pour thème « Nourrir la Planète, Énergie pour la Vie ». La délégation de l'APOTAN a rencontré les organisateurs de cet important événement. Une exposition universelle est organisée tous les cinq ans. L'Expo 2010 aura lieu à Shanghai et se focalisera sur la qualité de vie dans les grandes villes. Lucio Stanca, directeur général d'Expo 2015, souligne que l'agriculture, l'alimentation et la nutrition seront des questions essentielles au XX^e siècle. L'organisation de l'exposition universelle représente un formidable défi. Expo 2015 accueillera des milliers d'événements entre avril et octobre 2015. Vingt-et-un millions de visiteurs sont attendus, 15 milliards d'euros seront investis, 70 000 emplois seront créés et les avantages économiques pour Milan et sa région devraient atteindre 44 milliards d'euros.

Des représentants de l'équipe organisatrice fournissent des informations approfondies sur Expo 2015 et expliquent le choix du thème. La nourriture est le moteur de la vie. L'homme fait partie intégrante de la nature, mais – pour se nourrir – il doit exploiter la terre et les autres créatures, tout en transformant l'environnement naturel. C'est pourquoi l'objectif essentiel consiste à orienter les activités humaines de manière à assurer la sécurité alimentaire, tout en encourageant l'utilisation rationnelle de l'énergie et de l'environnement.

Expo 2015 cherchera à attirer l'attention sur le rôle de la recherche dans l'amélioration de la qualité de l'alimentation. Elle explorera la dynamique des innovations technologiques dans la chaîne d'approvisionnement de chaque pays, veillera à promouvoir l'objectif de sauvegarde de la biodiversité, soulignera l'importance de l'éducation dans les décisions et le comportement alimentaires, examinera les relations entre alimentation et santé, et montrera comment les habitudes alimentaires reflètent et incarnent la culture.

Le site d'Expo 2015 se composera de cinq grandes serres climatisées reproduisant les principaux biomes de la planète.

Adriano Gasperi, du Comité scientifique d'Expo 2015, évoque l'importance de la science pour l'exposition. Il souligne qu'Expo Milan 2015 représentera une occasion majeure de découvrir les derniers progrès en matière de recherche scientifique et technologique, tout en offrant une enceinte planétaire pour des débats ouverts non seulement aux scientifiques, mais également au grand public. La communauté scientifique est activement impliquée dans le choix des sous thèmes de l'exposition.

CENTRE DE RECHERCHE SOUS-MARINE DE L'OTAN (NURC)

La délégation de l'AP-OTAN s'est rendue à La Spezia, pour visiter le Centre de recherche sous-marin de l'OTAN (NURC). Le docteur François-Régis Martin-Lauzer, directeur du NURC, présente le Centre et décrit son rôle de soutien des exigences opérationnelles et transformationnelles de l'Alliance. Le Centre se focalise en particulier sur le domaine sous-marin et sur la transformation de l'OTAN en matière de sécurité maritime. Le NURC jouit d'une solide réputation pour les contacts qu'il assure entre scientifiques, par le biais de ses rotations de personnel et de ses partenariats poussés avec les pays membres de l'OTAN. Au sein de la structure de celle-ci, le NURC relève du Commandement allié Transformation. Il emploie actuellement 67 scientifiques et son budget annuel dépasse les 30 millions d'euros. Bien que le Centre soit relativement petit, son importance s'accroît dans le contexte de la contraction des programmes nationaux de recherche pour la défense dans un certain nombre de pays de l'OTAN.

Avec son personnel composé de scientifiques et de technologues provenant des pays de l'OTAN et sa flotte de drones, ses navires de recherche, ses équipements et ses installations à la pointe de la technologie, le NURC offre tout un éventail de services, qui vont de la recherche développement fondamentale aux essais et à l'homologation en mer. Depuis 2004, le Centre s'intéresse aux technologies de protection des ports et de sécurité maritime. Les membres de l'AP-OTAN ont pu examiner de près certaines de ces nouvelles technologies et assister à une démonstration de l'approche intéressante utilisée par la marine américaine pour la protection des ports : le recours à des otaries. Entraînée à la détection sous-marin d'objets et d'intrus, les otaries se singularisent par leur vision et leur agilité extraordinaires sous l'eau. Elles sont capables de repérer des objets sous la surface et d'aider à leur récupération, en les reliant à un câble grâce à un crochet. Elles peuvent en outre être entraînées pour s'attaquer aux intrus.

Les technologies les plus récentes dans le domaine de la sécurité portuaire incluent le recours à des drones pour la détection, l'identification et la neutralisation d'intrus ou d'engins explosifs au dessus ou en dessous de la surface. La flotte de drones sous-marins (UUV - Unmanned Underwater Vehicles) a été présentée à la délégation. D'une taille allant d'un à sept mètres, les UUV peuvent emporter un équipement sonar sophistiqué, capable de fournir des images détaillées de l'environnement sous-marin. Des drones navals de surface (USV - Unmanned Surface Vehicles) équipent également la flotte du NURC pour ses recherches en matière de protection portuaire. Ils ont été montrés en opération au cours d'une démonstration. Des drones navals de surface peuvent faire partie d'un système de détection et de réaction contre des intrus évoluant sous l'eau. A la différence des drones sous-marins, qui ne peuvent transmettre qu'une quantité limitée de données à travers l'eau, les drones de surface communiquent facilement par le biais de canaux de communication aériens classiques. D'après le docteur Martin-Lauzer, le développement de systèmes sans pilote est extrêmement prometteur face à deux problèmes majeurs auxquels l'Alliance est confrontée : la contraction des budgets de la défense (ces systèmes sont de plus en plus bon marché) et le nombre de pertes humaines au cours des opérations de l'OTAN.

DISTRICT LIGURIEN DES TECHNOLOGIES MARINES (DLTM) ET AUTORITE PORTUAIRE DE LA SPEZIA

A La Spezia, la délégation de l'Assemblée a rencontré des représentants du DLTM et de l'Autorité portuaire de La Spezia. Lorenzo Forcieri, président de cette Autorité et ancien vice président de l'AP-OTAN, explique que la région ligurienne est le centre du secteur de la recherche-développement dans le domaine marin en Italie. Créé en 2008, le DLTM est conçu pour rassembler des entités universitaires, industrielles et militaires, ainsi que des autorités de l'État et de la région, afin de développer un secteur naval concurrentiel, et de promouvoir les innovations scientifiques et l'économie régionale en général, en se focalisant en particulier sur les petites et moyennes entreprises. Le DLTM cherche également à renforcer la coopération avec des technopôles similaires en Europe.

La délégation de l'AP-OTAN a effectué une visite en bateau du port de La Spezia, avant de suivre une séance d'information au siège de l'Autorité portuaire. M. Forcieri précise que La Spezia est le deuxième port le plus important d'Italie, avec un trafic annuel de 18,6 millions de tonnes. Le port est bien connecté aux réseaux de transport terrestre. Adopté en 2007, le nouveau Schéma directeur non seulement prévoit l'agrandissement du port marchand, mais se focalise également sur le développement des chantiers navals et de l'industrie des croisières, de même que sur le renforcement de la protection de l'environnement. Un total de 370 millions d'euros d'investissements est prévu dans le cadre de ce Schéma directeur. M. Forcieri décrit en détail les mesures adoptées par l'Autorité portuaire pour accroître la sécurité, incluant un accord de coopération avec les autorités américaines appropriées et l'acquisition de technologies modernes de surveillance, de détection et de scannage des cargos, associées à un système d'identification biométrique des personnes accédant au port.

Respectueusement soumis,

M. Leon Benoit, député
Président

Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Association parlementaire canadienne de l'OTAN (AP OTAN)
ACTIVITÉ	Visite à Rome, Milan et La Spezia, Italie de la Sous-commission sur les relations économiques transatlantiques (ESCTER) et la Sous-commission sur la sécurité énergétique et environnementale (STCEES)
DESTINATION	Rome, Milan et La Spezia, Italie
DATES	De 19 au 23 octobre 2009
DÉLÉGATION	
SÉNAT	
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Leon Benoit, député et M. Sukh Dhaliwal, député
PERSONNEL	
TRANSPORT	5 833,09\$
HÉBERGEMENT	3 753,59\$
HOSPITALITÉ	0,00\$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	1 199,64\$
CADEAUX OFFICIELS	0,00\$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	0,00\$
TOTAL	10 786,32\$